

Louis Marchand, maître de poste de Saint-Mathias (1832-1837)

par Michel Gagné et Cimon Morin

Louis Marchand est né à Amsterdam, aux Pays-Bas, le 15 mars 1800, sous le nom de Levi Koopman¹, et décédé à Montréal le 1^{er} juillet 1881. Il est le fils de Solomon Koopman, joaillier, et de Judith Diutz. Son père, un descendant d'une famille juive originaire de Prague, adopte le patronyme français de Marchand en reconnaissance envers Napoléon 1^{er} qui avait rétabli les droits religieux sur le territoire hollandais¹. À 18 ans, il se rend en Angleterre afin d'apprendre la langue de Shakespeare, puis s'installe aux États-Unis. En 1823, il retourne en Europe pour le décès de son père. Désireux de faire fructifier son héritage rapidement, il investit à la bourse et perd tout son investissement. Il arrive au Bas-Canada en 1826 et s'installe à Montréal; puis, il est recruté par le marchand Eustache Soupras de Saint-Mathias avant de s'associer à lui aux côtés d'Alfred B. Laberge sous la raison sociale de *Soupras, Marchand et Laberge*.

Le 4 juin 1828, il se convertit au catholicisme et reçoit le sacrement de baptême sous le prénom de Louis. Le 4 octobre 1830, il épouse Marie-Charlotte Céré, à Longueuil, avec qui il aura quatre enfants². Il devient l'un des actionnaires de la compagnie de Chemin de fer *Champlain & St. Lawrence Railroad* en 1832. En 1844, il quitte Saint-Mathias et s'installe à demeure à Montréal où il amorce ses nombreuses activités professionnelles et politiques. Il sera l'un des fondateurs de la Compagnie de Richelieu (1848) où il gravit les échelons jusqu'à la vice-présidence (1852-1855 et 1860-1862), président de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal (1848-1849), et membre de la Commission du havre de Montréal (1850). Deux ans plus tard, il prend part à la fondation de la Bourse de Montréal. En ce début de décennie, Louis Marchand flirte avec la politique municipale et occupe la présidence de la Commission des finances municipales tout en étant élu échevin du quartier Saint-Louis en 1852³. En 1856, il est conseiller du Quartier-Est puis échevin et maire suppléant en 1857. De 1856 à 1858, il occupe la présidence de la Compagnie de navigation de Montréal à Trois-Rivières



Illustration 1 : Dessin de Louis Marchand réalisé par Jean-Joseph Girouard. En inscription, on y lit « Louis Marchand - 37 ans / St Mathias / Rivièr Chamby / incarcéré le 5 Janvier 1838 ». [Source : BAC, R5796, e010958138]

et met sur pied la Compagnie de navigation de Salaberry. Il termine sa carrière à titre de maître de la Maison de la Trinité de Montréal de 1868 à 1873¹.

Louis Marchand prend sa retraite à l'âge de 70 ans. Il meurt en 1881 à l'âge de 81 ans.

Louis Marchand, patriote

Louis Marchand joint les rangs des Patriotes lors de la tenue de l'Assemblée des Six Comtés à Saint-Denis le 23 octobre 1837. En plus d'être l'un des signataires de

la convocation², il propose la résolution qui dénonce les congédiements d'officiers et juges de paix au Bas-Canada⁴. Fort actif, il fait l'achat d'armes et de munitions pour la première rébellion des insurgés, soulève les habitants et menace les loyalistes. Il est également présent à l'assemblée de Saint-Athanase où l'on rédige une circulaire proposant la conciliation entre le Parti patriote et le Parti bureaucrate. Marchand propose que les résolutions présentées à l'assemblée de Saint-Charles soient lues et adoptées. Peu de temps après, il démissionne comme capitaine de milice du bataillon de Chambly en protestation contre les destitutions effectuées par les autorités britanniques⁴.

Le 6 décembre 1837, on le retrouve à l'escarmouche de Moore's Corner près de la frontière américaine². À la suite de nombreux mandats d'arrestation, dont ceux de Démaray, maître de poste de St. Johns, et Davignon, Marchand et son associé Soupras s'enfuient au Vermont le 17 décembre 1837. Lors de son exil, il avoue qu'il a bien acheté des armes et des munitions, mais qu'il a refusé de les vendre aux patriotes. De retour au Bas-Canada, il prête le serment de fidélité à la reine⁵. Il est tout de même arrêté et conduit à la prison du Pied-du-Courant le 5 janvier 1838. Le 19, il subit son examen volontaire et déclare qu'il a tenté de « pacifier les gens » et nie qu'il ait tenté de se procurer des armes « pour cette fois et appuyer la seconde insurrection »⁵. Marchand ne sera libéré qu'à l'amnistie générale proclamée par Durham le 8 juillet 1838 moyennant un cautionnement de 1000 £.

Louis Marchand, maître de poste

Louis Marchand (Illustration 2) devient le troisième maître de poste de Saint-Mathias le 6 octobre 1832. Il remplace le notaire Louis-Joseph Soupras décédé le 9 septembre 1832⁶. Dans son commerce, il aura un commis du nom de R. Robitaille qui s'occupera du courrier en 1832-1833, et E. Blanchard en 1834⁷. Son salaire varie entre 3£ et 4£ par année (voir tableau) et il a droit à la franchise postale.

Salaire du maître de poste Louis Marchand ⁷		
1832	1833	1834
3£ 15s 5d	4£ 1s 7d	4£ 11s 7d

Illustration 2 : Signature de Louis Marchand, maître de poste de Saint-Mathias. [Source : BAnQ, E17-S537-D47]

Le maître de poste utilise au début le tampon petit cercle interrompu à empattements identifié au nom du précédent bureau de poste « Point Olivier ». Ce tampon est utilisé de l'ouverture du bureau jusqu'en 1836 (Illustration 3). En 1837 le maître de poste utilise seulement une marque manuscrite « St Mathias » (Illustration 4).

Nous croyons que le bureau ferme le 17 décembre 1837 lorsque Marchand s'enfuit au Vermont afin de ne pas être arrêté par la milice en tant que patriote. Le bureau restera fermé jusqu'en 1846.

¹ Jonathan Lemire, *Portraits de patriotes 1837-1838, Œuvres de Jean-Joseph Girouard*, VLB éditeur, Montréal, 2012, p.169. Selon les sources, il est indifféremment nommé Levi Salomon Hamburger ou Levi Koopman.

² Alain Messier, *Dictionnaire encyclopédique et historique des patriotes 1837-1838*, Guérin, Montréal, 2002, p. 318.

³ Gérard Filteau, *Histoire des patriotes*, Septentrion, Sillery, 2003, p. 318.

⁴ *La Minerve*, 30 octobre 1837.

⁵ BAnQ, Événements, n° 47, examen volontaire de Louis Marchand, 19 février 1838.

⁶ BAC, MG44B, vol. 4, p. 211; Ancestry.com. *Registres paroissiaux et Actes d'état civil du Québec (Collection Drouin)*, 1621 à 1968 [database on-line]. Provo, UT, USA: Ancestry.com Operations, Inc., 2008.

⁷ Second rapport du Comité spécial nommé pour s'enquérir de l'état actuel du Département des Postes, afin de porter un remède efficace aux déficiences de son organisation et administration, Appendice G.G. au XLVe volume des *Journaux de la Chambre d'Assemblée de la province du Bas-Canada*, 1836, sections 48-50.



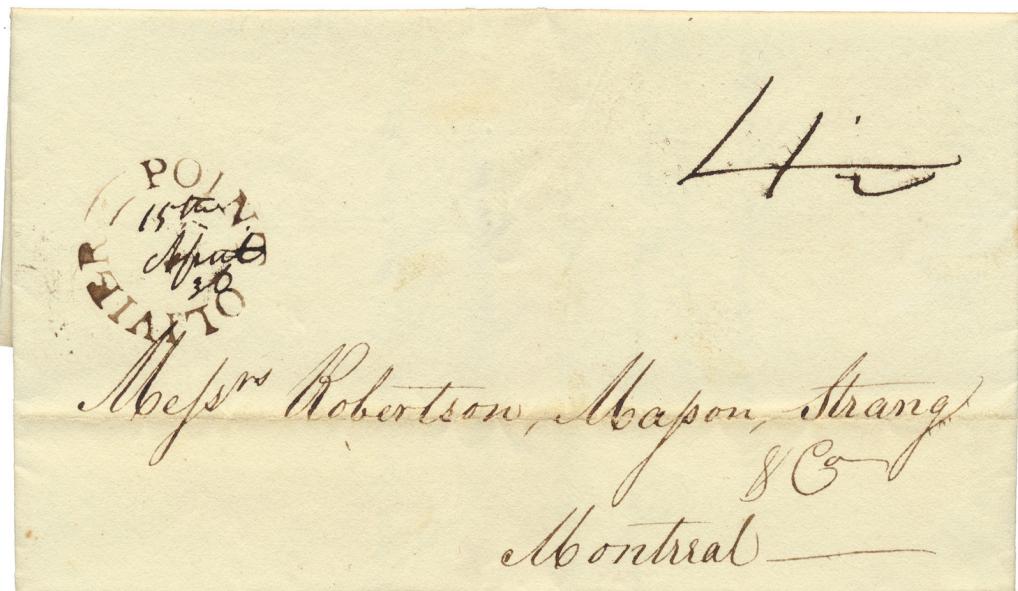


Illustration 3 : Correspondance en provenance de Saint-Mathias qui utilise le tampon petit cercle interrompu à empattements « Point Olivier » en date du 15 avril 1836. [Source : Collection Michael Rixon]

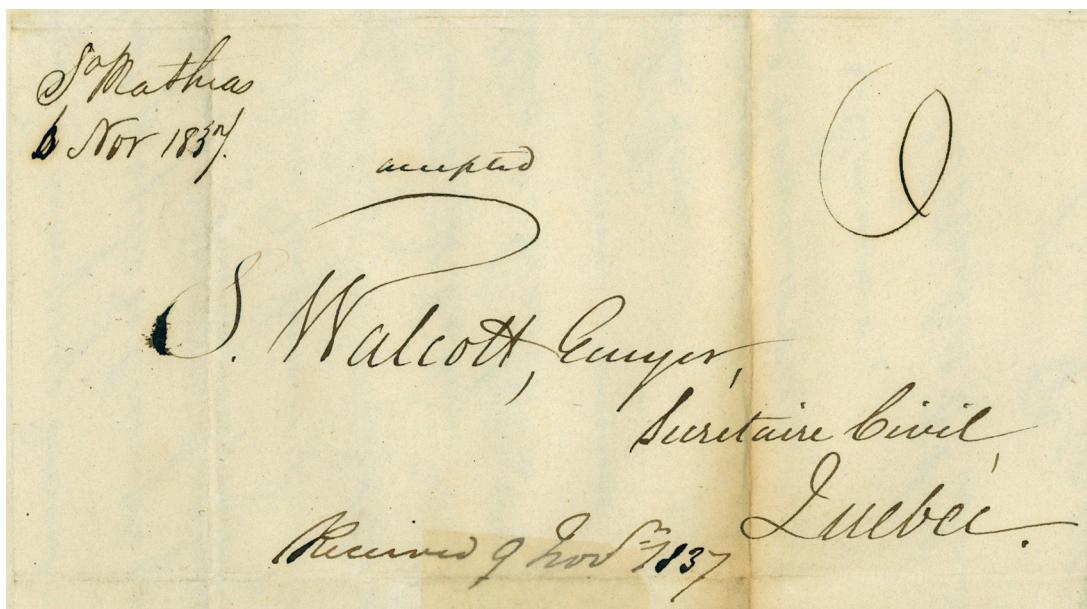


Illustration 4 : Lettre de Paul Bertrand (premier maître de poste) à Samuel Walcott, secrétaire civil du Bas-Canada, dans lequel il démissionne en tant que lieutenant de milice lors des troubles de 1837-1838. Le maître de poste utilise la marque postale manuscrite « St Mathias 6 Nov 1837 ». [Source : RG4-A1, vol. 523, n° 1876]